Objekttyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **41 (2004)**

Heft 1596

PDF erstellt am: **23.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Domaine Public
domainepublic.ch

Suisse et Europe

La Suisse et l'Union européenne, qui s'agrandit, vivent des moments difficiles. L'épreuve de force irresponsable engagée par le Conseil fédéral déclenche l'irritation de nos voisins. Ils rappellent à la Suisse sa place au cœur du continent, entourée de frontières.

Les frontières oubliées

Le gouvernement allemand s'est étonné des réactions du Conseil fédéral après le renforcement des contrôles frontaliers. La Suisse est un pays extérieur à l'Union européenne et les accords de Schengen autorisent les gouvernements à consulter pour chaque voyageur entrant la base de données baptisée «système d'information Schengen» (SIS) qui contient des informations sur les personnes recherchées et les objets volés.

Comme la Suisse n'est pas la Roumanie, l'Ukraine ou l'enclave de Kaliningrad, autres frontières extérieures de l'Union européenne, les observateurs ont bien compris que ces contrôles adroitement modulés sont un moyen de pression sur la Confédération pour qu'elle signe l'accord - prêt et rédigé - sur la fiscalité de l'épargne et qu'elle accepte les clauses de Schengen sans réclamer d'illusoires modifications. La manœuvre allemande est assez risquée. L'acceptation par le peuple d'accords qui sembleraient imposés par le grand voisin du nord est pour le moins incertaine.

Mais la surprise de Berlin face aux indignations suisses n'était peut-être pas feinte.

Suite en page 2

Roulez tambours

Qui se souvient encore de la rencontre à Bâle, transfrontière, d'Helmut Kohl, de François Mitterrand et de Jean-Pascal Delamuraz? Elle attestait la force de la région - regio Basiliensis - bousculant les Etats nations, qu'ils appartiennent ou non à l'Union européenne. C'était l'Europe de Denis de Rougemont en surimpression à celle de Jean Monnet. Aujourd'hui la frontière est renforcée; elle marque le *in* et le *aus* Schengen. Les colonnes de camions le montrent: la Suisse est *aus*.

Personne n'est dupe. L'Allemagne exerce une pression sur la Suisse en rapport avec les bilatérales. Mais comme dans les querelles de préau est posée la question: qui a commencé? Or pas besoin d'une longue enquête pour découvrir que c'est la Suisse qui a déclenché l'affrontement. En refusant de parapher le traité sur la fiscalité de l'épargne, qui a été bien négocié et qui donne satisfaction aux deux parties, la Suisse s'est lancée dans une épreuve de force. Elle sait l'Union européenne pressée de mettre en vigueur son dispositif de lutte contre la fraude dans l'ensemble des Etats

Suite en page 2

Dans ce numéro

L'élargissement de l'Union européenne défie l'économie suisse.
Lire en page 3

Le Conseil national entend indemniser les personnes victimes des stérilisations forcées.
Lire en page 4

L'intégration des étrangers n'a pas de prix.
Lire en page 6 et 7

JAA 1002 Lausanne
Annoncer les rectifications d'adresses

19 mars 2004
Domaine Public n° 1596
Depuis quarante et un ans,
un regard différent sur l'actualité